

Guerre en Ukraine : Gazprom arrête les livraisons de gaz à la Pologne et à la Bulgarie

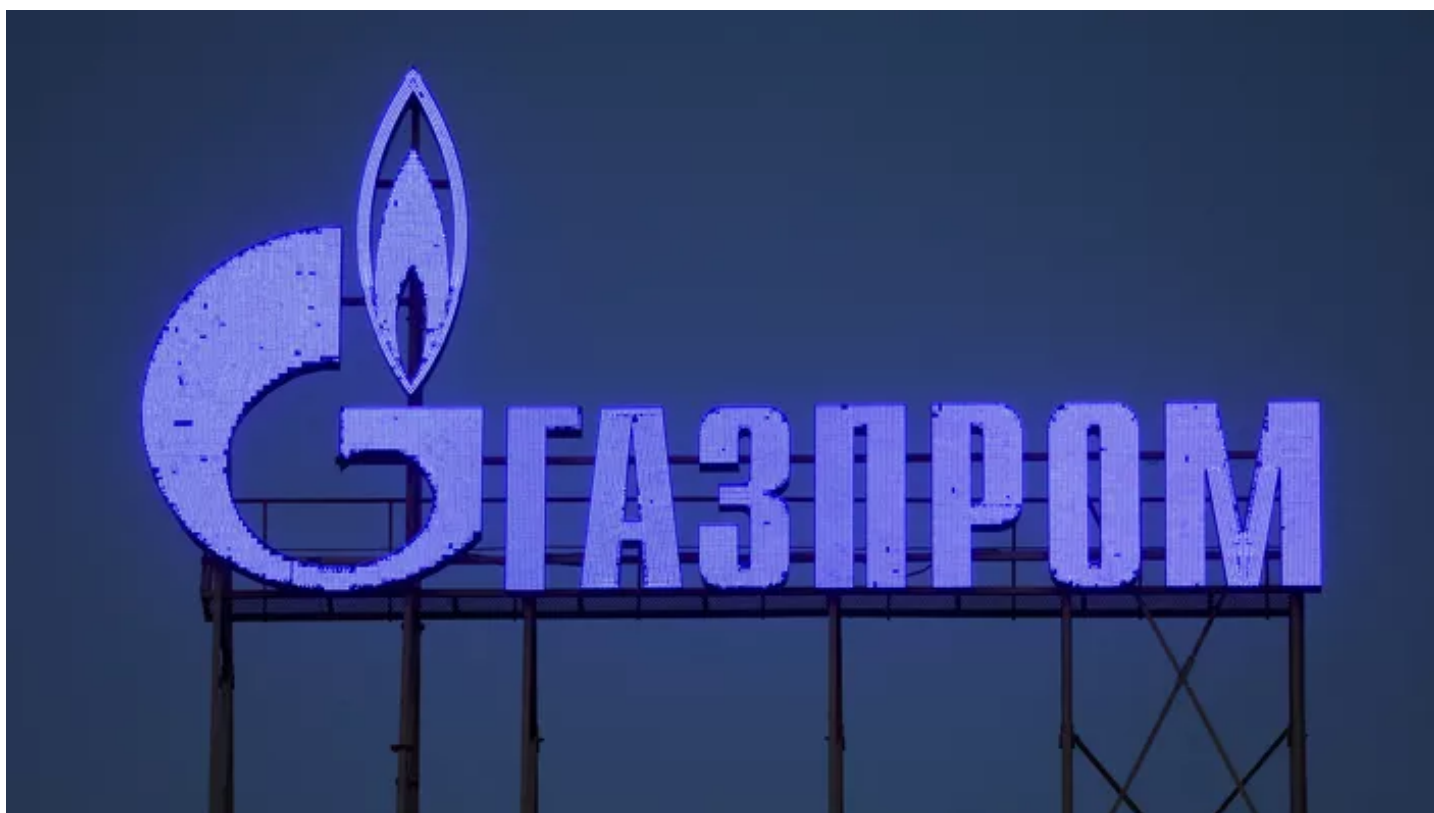
Par Le Figaro avec AFP et Reuters

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 40 minutes

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:27



L'exécutif bulgare a évoqué son refus de se plier aux nouvelles exigences du fournisseur. *REUTERS PHOTOGRAPHER / REUTERS*

Cette décision prendra effet mercredi. La Pologne est préparée à obtenir le gaz manquant d'autres sources, a-t-on indiqué.

Le groupe russe Gazprom va suspendre à partir de mercredi ses livraisons de gaz vers la Bulgarie et la Pologne, ont annoncé mardi 26 avril ces deux pays qui disent s'y être préparés.

«Le 26 avril 2022, Gazprom a informé (le gazier polonais) PGNiG de son intention de suspendre complètement les livraisons dans le cadre du contrat Yamal (...) le 27 avril», a indiqué l'entreprise polonaise dans un communiqué.

«Aujourd'hui (mardi), Bulgargas EAD a reçu la notification que les livraisons de Gazprom Export seront suspendues à partir du 27 avril 2022», a également affirmé un peu plus tard le ministère bulgare de l'Économie, alors que ce pays des Balkans est dépendant à plus de 90% du gaz russe.

Prêts à faire face à toute interruption

Ces deux membres de l'Otan et de l'Union européenne (UE) se disent toutefois préparés à obtenir le gaz manquant par d'autres sources. «Il n'y aura pas de pénurie de gaz dans les foyers polonais», a écrit sur Twitter la ministre polonaise du Climat, Anna Moskwa. «Depuis le premier jour de la guerre, nous avons déclaré que nous étions prêts à une indépendance totale vis-à-vis des matières premières russes», a-t-elle ajouté.

«Des actions pour trouver des arrangements alternatifs pour la fourniture de gaz naturel et faire face à la situation» ont été entreprises, a souligné pour sa part le gouvernement bulgare dans un communiqué, assurant ne prévoir «à l'heure actuelle» aucune mesure de restriction de la consommation.

Après l'introduction de sanctions contre la Russie pour son invasion de l'Ukraine, le Kremlin avait averti les pays de l'UE que leur approvisionnement en gaz serait interrompu s'ils ne payaient pas en roubles depuis des comptes russes. Moscou a précisé cependant que le prix du gaz restait libellé dans la devise des contrats en cours, soit le plus souvent en euros ou en dollars, et que les clients devraient effectuer une simple opération de change en Russie.

«La partie bulgare s'est pleinement acquittée de ses obligations et a effectué tous les paiements requis dans le cadre du contrat en temps voulu», a réagi le gouvernement. Et de dénoncer «la nouvelle procédure de paiement en deux étapes proposée par la partie russe». «Elle n'est pas conforme au contrat existant jusqu'à la fin de cette année et présente des risques importants pour la partie bulgare, notamment celui d'effectuer des paiements sans recevoir aucune livraison de gaz de la partie russe», a-t-il ajouté.

À VOIR AUSSI – L'Italie signe un accord avec l'Angola pour réduire sa dépendance au gaz russe